

N° 12-208/ANC/ BN-SG

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'ANC conditionne toute rencontre avec le Chef de l'Etat à la levée des entraves aux libertés publiques

Le Secrétaire Général de la Présidence de la République a adressé ce jour, 12 juillet 2012, au Président de l'Alliance Nationale pour Changement (ANC), une correspondance invitant l'ANC à prendre part, le 13 juillet 2012 à 10 heures, à une *"rencontre d'échanges"*, dans le cadre des consultations auxquelles procède le Chef de l'Etat, en vue de la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale, suite à la démission du Premier Ministre et de son gouvernement.

En réponse, l'ANC fait savoir, qu'elle ne saurait prendre part à une telle rencontre, tant que le Chef de l'Etat continuera, en violation de la Constitution et des lois de notre pays :

- à user de violence et de brutalités policières pour empêcher les populations de prendre part aux manifestations pacifiques organisées par les forces démocratiques ;
- à maintenir en détention les personnes arbitrairement arrêtées à la suite manifestations pacifiques des 12 et 13 juin 2012 ;
- à faire retenir par la gendarmerie, les matériels, véhicules et autres affaires injustement saisies au cours de ces manifestations pacifiques ;
- à refuser d'accéder au retour à l'Assemblée nationale, des députés ANC abusivement révoqués de leur mandat parlementaire, malgré deux arrêts de la Cour de Justice de la CEDEAO et deux décisions pertinentes de l'Union Interparlementaire (UIP) ;
- à refuser de restituer les ordinateurs, les procès verbaux et autres documents saisis au CESAL en mars 2010 par la gendarmerie nationale ;
- à priver le Président de l'ANC des libertés élémentaires d'aller et venir en le faisant assigner à résidence ;
- à le priver des libertés élémentaires d'organiser et de prendre part librement à des manifestations publiques pacifiques dans le cadre des activités normales du parti ;
- à le faire soumettre à des traitements inhumains et dégradants : agressions physiques, attaques à coups de grenades lacrymogènes et de balles à blanc.

L'ANC tient à préciser que dans le contexte actuel, elle n'est nullement intéressée par une participation à un quelconque gouvernement.

Fait à Lomé, le 12 juillet 2012

Pour le Bureau National,
Le Vice-Président

Signé

Patrick LAWSON-BANKU